

Unité départementale Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

Rouen, le 12/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **FCH**

Lieu-dit La Corne du Cerf  
76530 YVILLE SUR SEINE

Références : UDRD.2023.01.ET.25.CZ.BrJ  
Code AIOT : 0005800286

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement FCH implanté Lieu-dit La Corne du Cerf 76530 YVILLE SUR SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FCH
- Lieu-dit La Corne du Cerf 76530 YVILLE SUR SEINE
- Code AIOT : 0005800286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière sise à Yville-sur-Seine aux lieux-dits « La Corne du Cerf » et « Triage de l'Essart » est autorisée par arrêtés préfectoraux du 27 octobre 2020 et du 29 juillet 2022 à accueillir environ 1 001 000 m<sup>3</sup> de matériaux extérieurs inertes (dits « K3+ ») et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (terres dites « TN+ ») issus de chantiers régionaux ou acheminés par voie fluviale, aux seules fins de procéder à son réaménagement.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- réaménagement de la carrière (admissions, traçabilité des matériaux, etc.)
- surveillance environnementale (eaux souterraines, biodiversité, bruit)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédure d'acceptation préalable et valeurs limites à respecter	Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 8.7.1	/	Demande n° 1- sous 15 jours
4	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1	/	Demandes n°2 et 3

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Procédure d'acceptation préalable et VLE - aménagements du Grand Paris	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.7.1	/	Sans objet
3	Document préalable d'admission - analyses de l'Isotridécanol ethoxylé	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.7.2	/	Sans objet
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Suivis écologiques	Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.6 et annexe 4	/	Sans objet
7	Nuisances sonores plateforme de transit (Visite du 8 juillet 2021)	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il n'y avait pas de réception de terres le jour de la visite, les principales constatations de l'inspection nécessitant des réponses portent principalement sur les aspects documentaires de la traçabilité des terres excavées entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

L'inspection formule quatre demandes :

Demande n° 1: L'exploitant veillera à renforcer sa procédure d'acceptation préalable afin de s'assurer

- que les terres provenant de sites contaminés et contenant des substances dangereuses ne sont pas des

déchets dangereux

- que les analyses qui lui sont fournies sont représentatives des lots qu'il accepte de recevoir
- qu'il dispose de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets pour le remblaiement de la carrière.

Les documents justificatifs de cette mise à jour de la procédure d'acceptation préalables sont envoyés à l'inspection sous 15 jours.

Demande n° 2 : à compter du 1er janvier 2023, l'exploitant doit recueillir et déclarer dans le RNDTS (registre national des déchets, terres excavées et sédiments) avec si possible les coordonnées cadastrales des parcelles d'origines des terres excavées qu'il reçoit sur son site y compris pour les terres en provenance de plateforme de tri, transit, regroupement ou traitement (sauf lorsque ces plateformes sont en mesure de lui apporter la preuve qu'elles disposent d'une autorisation de rupture de traçabilité par arrêté préfectoral ou sauf si la zone géographique n'est réellement pas cadastrée). Sur le repérage des parcelles d'origine, une tolérance est admise jusqu'à fin mai 2023. Le cas échéant il fait évoluer ses documents d'acceptation préalable pour recueillir cette information.

Demande n° 3 : l'exploitant doit procéder à la tenue d'un registre chronologique interne pour tous les autres déchets (autres que déchets dangereux, terres excavées et sédiments autorisé par son arrêté préfectoral comme les briques, béton, et autres déchets inertes) réceptionnés sur site.

L'exploitant devra également tenir des compte des observations formulées en particulier celle qui concerne le suivi écologique du site.

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Procédure d'acceptation préalable et valeurs limites à respecter**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/11/2020, article 8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets pour le remblaiement de la carrière. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure notamment dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les déchets figurent dans la liste des déchets précisée à l'article 8.7.5 du présent arrêté ;</li><li>• les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés (le cas échéant, une levée de doute selon la norme NF 31-620-2, ou équivalente, est menée) ;</li><li>• les déchets non dangereux inertes autorisés à l'article 8.7.5 du présent arrêté (ie ne relevant pas des codes 17 05 04 et 20 02 02) respectent les valeurs limites des paramètres définis dans la colonne relative aux terres « K3+ » du tableau ci-après ;</li><li>• les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 et présentant une sur-concentration d'origine naturelle pour un ou plusieurs paramètres listés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (caractérisés « TN+ ») respectent les valeurs limites des paramètres définis dans la colonne relative aux terres « TN+ » du tableau ci-après.</li></ul> <p>Pour les déchets non dangereux inertes autorisés ne relevant pas des codes 17 05 04 et 20 02 02 et pour les déchets dit « TN+ », l'acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets portant sur un échantillon représentatif du déchet, et consistant en un essai de lixiviation et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans les tableaux ci-après.</p> <p>...</p> <p>cf. tableau de l'AP du 27 octobre 2020.</p>

**Constats :**

Par courriel du 24 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les dossiers de suivis des chantiers (mensuels ou par chantier) admis sur site en 2022 dans lesquels sont archivés : les analyses transmises lors de l'acceptation préalable avec un fichier récapitulatif des comparaisons aux valeurs limites d'acceptation du site (tableaux de l'article 8.7.1 de l'AP du 27/10/2020), les bordereaux de suivi de déchets, le récapitulatif des sorties du site client ou les bons de pesées.

Dans le fichier de comparaison, l'exploitant enregistre également le code du déchet admis, les références des analyses, le tonnage réceptionné, la ou les cellules de mise en carrière.

L'inspection a regardé l'ensemble des données transmises par l'exploitant pour l'année 2022.

L'inspection constate que l'exploitant a admis des terres en provenance de sites pollués (pas de levée de doute et analyses marquées en polluants organiques), ayant fait l'objet pour la majorité d'une dépollution par traitement biologique. L'exploitant vérifie bien leur acceptabilité au regard des paramètres et valeurs limites K3+ établies à l'article 8.7.1 de l'AP du 27 octobre 2020.

L'exploitant ne dispose pour aucun de ces chantiers des diagnostics initiaux de pollution et ne s'assure pas que la vérification des paramètres listés à l'article 8.7.1 de son AP du 27 octobre 2020 est suffisante pour écarter tout risque d'admission d'un déchet contaminé par des polluants présents au delà des valeurs limites admissibles.

En ce qui concerne le chantier DLR de mai 2022, l'inspection a constaté que l'acceptabilité est basée uniquement sur les résultats des sondages pratiqués sur les terres en place sans tenir compte des conditions d'excavation des terres et sans s'assurer qu'une fois excavés les lots de terres restaient conformes aux conditions de délivrance de l'acceptation.

**Demande n° 1:** L'exploitant veillera à renforcer sa procédure d'acceptation préalable afin de s'assurer

- que les producteurs de terre provenant de sites pollués ou potentiellement pollués ont bien réalisé une caractérisation des propriétés HP1 à HP15 des terres excavées
- que les analyses qui lui sont fournies sont représentatives des lots qu'il accepte de recevoir
- qu'il dispose de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets pour le remblaiement de la carrière.

Les documents justificatifs de cette mise à jour de la procédure d'acceptation préalables sont envoyés à l'inspection sous 15 jours.

**Type de suites proposées : lettre de suite -** Demande n° 1 – délai : 15 jours

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 :** Procédure d'acceptation préalable et VLE - aménagements du Grand Paris

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour chaque lot de terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ ») accepté en remblayage sur le site et provenant des chantiers en lien avec l'aménagement du Grand Paris, l'exploitant s'assure par ailleurs qu'elles ne contiennent pas de substance dangereuse et, à cet effet, que les terres sont bien conformes à sa note complémentaire du 19 août 2020 (modifiée le 1er octobre 2020) relative à l'impact des adjuvants contenus dans les terres issues des chantiers du Grand Paris, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• que le rapport de « quantité utilisée de bentonite / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 13 % ;</li><li>• que le rapport de « quantité utilisée de chaux / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 5 % ;</li><li>• que le rapport de « quantité utilisée de ciments / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 2 % ;</li><li>• que le rapport de « quantité utilisée d'adjuvants contenant des molécules organiques / quantité de terres excavées acheminées sur le site d'Yville-sur-Seine » soit inférieur à 0,025 % pour l'agent viscosant MAPREDILL M1, et respectivement à 0,025 % et à 0,00005 % pour les agents moussants CONDAT TFA 34 et CLB F5/L.</li></ul> <p>En cas de changement des adjuvants utilisés sur les chantiers en lien avec l'aménagement du Grand Paris, l'acceptation des terres « TN+ » sera conditionnée à la fourniture préalable d'une étude démontrant l'absence d'impact et qui sera instruite dans les conditions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.</p> <p>Les justificatifs correspondants à la procédure d'acceptation préalable sont conservés pendant au moins toute la durée de l'exploitation (réaménagement compris) et sont tenus à la disposition de l'inspection.</p> <p>Les seuils d'acceptabilité des déchets non dangereux inertes (dits « K3+ ») et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ ») soumis à la procédure d'acceptation préalable sont conformes aux valeurs limites mentionnées dans le tableau ci-après : cf. tableau de l'AP du 27/10/2020.</p>

<p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare ne pas avoir reçu de terres en provenance d'aménagement du Grand Paris en 2022. Il en a néanmoins réceptionné au second semestre 2021 des terres en provenance des lots T2A et T3A du chantier du Grand Paris via la société Suez.</p> <p>L'inspection a consulté le mail de la société Suez à la société FCH (transmis à l'inspection le 1er décembre 2022) attestant lors de la phase d'acceptation préalable que les terres issues du T2A contenaient moins de 2 % de chaux, moins de 13 % de Bentonite et ne contenait pas d'autres adjuvants.</p> <p>L'inspection a consulté lors de la visite la fiche d'identification du 13 août 2021 ainsi que les échanges de courriels entre la société Suez et FCH concernant l'acceptation du lot T3A et sa teneur en adjuvant (Puis transmis par courriel à l'inspection le 27/10/2022). Après une première réponse négative de la société FCH au motif que les terres du T3A contiendraient un adjuvant non identifié par son arrêté préfectoral à des teneurs qui semblaient supérieures à ce qui est admissible, la société Suez a été en mesure de préciser que la composition de l'adjuvant était du CLB F5/L à moins de 0,00005 % et conforme aux critères d'admission du site FCH.</p> <p>L'exploitant a déclaré contrôler la teneur en sulfure et le potentiel de neutralisation des terres en provenance des aménagements du Grand Paris depuis le second semestre 2022.</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé les documents relatifs aux barges MARDYCK du 04/10/2021, FSB5 et BORAN du 08/10/2021, Mauricourt du 18/10/2021, qui présentent également des taux de sulfures &gt;0,1 % et un potentiel neutralisant NP/AP &gt;4.</p> <p>Par un courrier de la DREAL Normandie du 30 décembre 2021, l'exploitant a été informé de la procédure de gestion des déblais contenant de la pyrite établie par la Direction Générale de la Prévention des Risques dans sa note du 3 décembre 2021.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant veillera à archiver les informations sur la nature et les teneurs en adjuvants des lots qu'il accepte dans ses documents d'acceptation préalable (cas du T2A et T3A).</p> <p>L'exploitant devra déposer auprès du préfet de Seine-Maritime un porter à connaissance relatif à la réception de déblais pyriteux d'une teneur en sulfure &gt;0,1 % s'il souhaite à nouveau recevoir des déblais pyriteux dont la teneur en sulfure est supérieure à &gt;0,1 % même si ceux-ci présentent un NP/AP &gt;4 afin de démontrer qu'ils sont mis en œuvre dans des conditions permettant leur reprise.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait de l'article 8.7.2.1 contrôlé :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les quantités d'adjuvants (par produit) et les quantités de terres excavées déclarées par les sociétés en charge des tunneliers ;</li> <li>• les résultats d'analyses semestrielles de concentration en Isotridécanol ethoxylé, par un laboratoire agréé, sur des échantillons de remblais après déchargement au niveau du site d'Yville-sur-Seine pour comparaison par rapport à la concentration maximum de 12,5 mg/kg de matière sèche issue de l'étude « Projet d'entreposage de remblais K3+ et TN+ : note concernant les impacts des adjuvants » du 16 septembre 2020.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant avait fait procéder à cinq analyses le 18 octobre 2021, dont les résultats présentent une teneur en Isotridécanol ethoxylé inférieure à la limite de quantification de 0,1 mg/kg.</p> <p>L'exploitant déclare avoir procédé à une analyse sur un lot de terre de tunnelier en place (faute de réception de terre de tunnelier en 2022) dont les résultats sont attendus début novembre 2022.</p> <p>Les rapports d'analyse en Isotridécanol ethoxylé 2021 et 2022 ont été transmis à l'inspection par courriel du 1er décembre 2022.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à respecter la fréquence semestrielle d'analyse de la concentration en Isotridécanol ethoxylé en cas de nouvelle réception de terres de tunnelier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité des terres excavées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré à l'inspection ne pas tenir de registre chronologique des entrées de déchets sur son site et ne pas avoir commencé à procéder aux déclarations dans le Registre National Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).  Néanmoins l'inspection a constaté que l'exploitant réalise un suivi mensuel et par chantier des entrées sur site. Un dossier avec numéro d'acceptation est créé par chantier (si chantier de durée inférieur à un mois) ou par mois (si le chantier doit durer ou s'étendre sur plusieurs mois). Par courriel du 24 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les 11 dossiers relatifs aux apports 2022. Ces dossiers comprennent une grande partie des informations nécessaires à la tenue du registre chronologique des entrées de déchets sur le site et à la déclaration au RNDTS (informations prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021).  Néanmoins l'inspection constate que les numéros de parcelles cadastrales d'origine et de destination, et le cas échéant le numéro SIS d'origine du site pollué sont des informations manquantes.  Demande n° 2 : A partir du 1er janvier 2023, l'exploitant doit recueillir et déclarer dans le RNDTS les coordonnées cadastrales des parcelles d'origines des terres excavées qu'il reçoit sur son site y compris pour les terres en provenance de plateforme de tri, transit, regroupement ou traitement (sauf lorsque ces plateformes sont en mesure de lui apporter la preuve qu'elles disposent d'une autorisation de rupture de traçabilité par arrêté préfectoral ou sauf si la zone géographique n'est réellement pas cadastrée). Sur le repérage des parcelles d'origine, une tolérance est admise jusqu'à fin mai 2023. Le cas échéant il fait évoluer ses documents d'acceptation préalable pour recueillir cette information.  Demande n° 3 : l'exploitant adresse à l'inspection d'ici le 31 janvier 2023 un registre chronologique interne pour les terres excavées et pour tous les autres déchets inertes (briques, béton, etc) réceptionnés sur site pendant l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> lettre de suite, demandes n° 2 et 3
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les piézomètres font l'objet d'un suivi semestriel sur les paramètres suivants : cf.tableau mentionné dans l'AP du 27/10/2020.</p> <p>Une première analyse piézométrique est réalisée avant tout apport de matériaux extérieurs, pour servir d'état initial de référence.</p> <p>Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension (plan de situation, sens d'écoulement des eaux, suivi de tendance, analyse de référence, ...). Les analyses doivent notamment être comparées aux seuils de l'arrêté du 11 janvier 2007 (visé en référence) pour les paramètres suivants : cf.tableau mentionné dans l'AP du 27/10/2020.</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Il sera également précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les éventuelles anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement ou de la dérive ;</li> <li>• les actions immédiatement mises en œuvre pour résorber les anomalies ou pour juguler la dérive amorcée ;</li> <li>• les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de situation.</li> </ul> <p>L'exploitant doit mettre à jour le modèle hydrogéologique utilisé pour juger de l'acceptabilité en remblaiement des déchets inertes (dits « K3+ ») et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (dites « TN+ ») :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• après deux ans de mise en stockage des déchets inertes et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle ;</li> <li>• puis ensuite à une fréquence quinquennale.</li> </ul> <p>Les résultats de cette modélisation doivent être transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires.</p>

**Constats :**

Par courriel du 26 octobre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport relatif à la 6ème campagne de surveillance des eaux souterraines qui inclut les résultats des 5 campagnes précédentes dont celle relative à l'état initial.

Une seule campagne a été réalisée en 2022 (courant septembre dans une période considérée basses-eaux).

L'inspection note une stabilisation ou une baisse des paramètres tel que le COT, les sulfates, le manganèse. L'anomalie sur le fer reste marquée sur le pZ3.

De nouvelles tendances en augmentation sont néanmoins observables.

En particulier pour les HAP totaux du pZ2 (aval) alors que le pZ3 n'est pas concerné.

L'inspection souligne que l'emplacement du pZ2 est immédiatement en aval du carreau E2 qui a réceptionné une partie des terres du chantier "piscine Déville-lès-Rouen" conduit par DLR pour le compte de Suez et probablement en aval du carreau A2 qui a réceptionné des terres du chantier de Suez "Biopile 16" de mars 2022, deux lots impactés par la présence en HAP (analyses de 10 à 48 mg/kg de HAP pour une VIE à 50 mg/kg). L'inspection note que dans les documents d'acceptation du chantier "piscine Déville-lès-Rouen" les spots de pollution aux HAP peuvent atteindre jusqu'à 150 mg/kg de HAP. L'exploitant déclare n'avoir admis que les mailles conformes à son arrêté préfectoral (VLE HAP <50 mg/kg) mais n'a néanmoins pas demandé les analyses des lots constitués après excavation dirigés vers son site. Il n'a pas non plus fait d'analyses contradictoires à réception sur site.

L'inspection rappelle qu'après 2 ans de stockage de matériaux divers (notamment K3+ et TN+), il conviendra d'actualiser le modèle hydrologique utilisé pour vérifier l'absence d'impact des terres apportées sur les eaux souterraines. Cette échéance devrait bientôt être atteinte.

**Observations :** L'exploitant veillera à suivre l'évolution du paramètre HAP dans les eaux souterraines et informera l'inspection de toute nouvelle évolution significative.

L'exploitant veillera à disposer d'analyses représentatives et après excavation des lots en provenance de sites contaminés qu'il réceptionne sur son site.

L'exploitant veillera à procéder à deux campagnes de surveillance par an dans les périodes représentatives de l'état initial.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/10/2020, article 8.6 et annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Faune Flore
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Par rapport à l'intérêt patrimonial pris en compte dans le cadre du renouvellement de l'autorisation d'exploiter et de la remise en état, l'exploitant réalise des suivis écologiques sur la base d'une fréquence triennale pour chacun d'eux pendant la durée de l'autorisation. Le démarrage des suivis débute 3 ans après notification de l'arrêté du 14 février 2018.</p> <p>Les suivis écologiques concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la flore du secteur de pelouse silicicole néoformée, sur la base d'une campagne de relevé floristique au printemps ;</li> <li>• la faune à l'échelle du site de la carrière avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ une priorité sur les oiseaux sur la base de deux campagnes annuelles de terrain correspondant : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ au cortège global des oiseaux en période de nidification en journée (autour de mai) ;</li> <li>▪ une écoute centrée sur l'engoulement d'Europe en début de nuit (entre fin mai et mi-juillet, avec une préférence pour juin) ;</li> </ul> </li> <li>◦ un complément d'investigations sur la base d'une campagne de terrain au printemps pour les reptiles et les amphibiens.</li> </ul> </li> </ul> <p>Chacun des suivis écologiques fera l'objet d'un rapport illustré avec si besoin des recommandations.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection fin 2021 le rapport de « Suivi écologique 2021 première année de suivi » réalisé par le cabinet CERE. Ce rapport établit en synthèse un point de situation et d'avancement sur les mesures d'évitement, de réduction et de compensation (remise en état) proposées dans l'étude d'impact initiale réalisée par ExEco Environnement.</p> <p>Selon ce rapport les mesures d'évitement la préservation d'une zone de boisement au Nord est réalisée, la zone de pelouse silicicole dont 1/3 devait être préservé n'a pas été touchée, et les 2 mares temporaires sont bien existantes.</p> <p>Les autres mesures n'ont pas été réalisées en raison du faible avancement du remblayage (notamment la réalisation du renforcement des haies et la plantation des arbres de haut jet en limite Sud).</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection n'a pu retrouver la pelouse silicicole que l'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier sur site. Il n'est pas en mesure d'indiquer à l'inspection si cette zone a été impactée et si le stock de sable banque à graine a été constitué. Néanmoins la zone à préserver semble située au dessus du talus Ouest de la zone technique qui ne semble pas avoir été impacté</p> <p>La mare temporaire principale était vide, la mare secondaire n'a pas été retrouvée.</p> <p>La réalisation du renforcement des haies et la plantation des arbres de haut jet en limite Sud n'est toujours pas réalisée dans la mesure où le remblayage sur ce secteur n'est pas finalisé.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant veillera à rétablir la fonctionnalité de la mare temporaire et à identifier clairement la zone de pelouse sèche à préserver ainsi que la zone de stockage du sable à banque de graines. Le cas échéant cette zone pourrait utilement faire l'objet d'une signalétique sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Nuisances sonores plateforme de transit (Visite du 8 juillet 2021)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Visite d'inspection du 8 juillet 2021 : Écart appelant une réponse n° 4 :... Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera par ailleurs effectuée conformément à l'article 8.4 de l'arrêté du 30 juin 1997 , et au plus tard sous un délai de 3 mois, par une personne ou un organisme qualifié en limite de site et notamment au niveau des habitations situées en face de la station de transit sur la rive opposée de la Seine et sur la rive gauche au nord (l'inspection rappelle que cette mesure doit être effectuée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins).  article 8.4 - Mesure de bruit de l'arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques "  Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.  Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de campagne de mesures des niveaux sonores dans l'environnement réalisée en novembre 2021 au niveau du quai de déchargement des matériaux d'Yville réalisé par la société Terra Expertis.  Ce rapport établit que : Les jours des mesures, l'activité du quai de déchargement et de la station de transit étaient audibles depuis les 3 points de mesure (activité de la pelle (moteur, chocs godet, bip de recul), va-et-vient des PL (chocs bennes, moteurs, bip de recul). Le bruit de fond était dominé par le trafic routier de la RD 65 et la Route du Marais, par l'activité des sites CEMEX, audible en bruit de fond continu, au niveau du quai (va-et-vient des PL, chocs, activité du chargeur (moteur et cris du lynx), passage des tombereaux CEMEX Granulats, (bennes) sur le chemin reliant le quai CEMEX à l'installation de traitement CEMEX.  L'émergence calculée est conforme vis-à-vis de la réglementation (Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997) au niveau de la station S3 qui est le point sur la rive opposée de la Seine et sur la rive gauche au nord objet de plaintes récurrentes et de la demande de l'inspection. Les émergences calculées à partir des indices fractiles L50 au niveau des points S1 et S2 sont non conformes mais en les calculant selon les Leq(A), celles-ci sont conformes.  L'inspection note que les mesures sont conformes au niveau du point à l'origine des plaintes.
<b>Observations :</b> En cas de plainte au niveau des points S1 et S2, l'exploitant devra procéder à une nouvelle mesure des émissions sonores dans des conditions représentatives uniquement de son activité afin de déterminer si son activité est à l'origine des nuisances dans la mesure où les mesures réalisées en novembre 2021 intègrent le fonctionnement des activités voisines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet